

La Lettre Hebdomadaire

N° 329 du lundi 18 mars 2019

“Grand débat national : quelles propositions pour l'Outre-mer ?”

L'Outre-mer n'a pas mobilisé beaucoup de citoyens pour le Grand débat national. Que ce soit en nombre de contributions en ligne (201) ou de réunions organisées localement, le taux de participation est beaucoup plus faible que dans le reste de la France. Sur l'ensemble des réunions locales, seules 11 figurent officiellement sur le site du grand débat pour les DROM-COM.

Sur les quatre thèmes de réflexion choisis par le gouvernement, c'est celui de la transition écologique qui a mobilisé le plus de propositions pour les territoires ultramarins qui doivent faire face pour la plupart à un climat chaud et humide et aux catastrophes naturelles.

Sans surprise, le tri des déchets, la protection de la biodiversité, l'autonomie énergétique avec des énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien), le projet Montagne d'Or en Guyane ou encore le développement des transports en commun, font donc partie des propositions qui reviennent le plus.

A souligner également quelques idées pour mieux intégrer les Outre-mer dans la République telles que, dans le domaine de l'éducation, la proposition faite à toutes les universités françaises de faire des cours en ligne pour les étudiants ultramarins.

Classiquement aussi des propositions pour la continuité territoriale, l'amélioration des services publics dans « *les territoires abandonnés* », la diminution du nombre des élus...

Enfin quelques suggestions plus ou moins farfelues telles que la suppression du ministère des Outre-mer, la relance du baignage de Guyane pour « *les terroristes et même les multi-récidivistes* », voire la vente pure et simple des DOM-TOM...



Plus sérieusement le CESE (Conseil Économique, Social Et Environnemental) dans son avis « *Fractures et transitions : comment réconcilier la France ?* » publié le 13 mars fait un point à part sur la situation des Outre-mer (voir infra). On y lit, en conclusion :

« *Mais dans tous les cas, il faut réaffirmer que les Outre-Mer sont « partie intégrante » de la République. Cette vérité doit être sans cesse répétée, elle a valeur pédagogique à l'endroit de l'opinion publique hexagonale, mais peut-être en premier lieu envers toutes les institutions sans exception. La France occupe et maintient son rang dans le concert mondial au regard de la position géographique de l'espace maritime, de la biodiversité et de l'influence stratégique que lui offrent ses douze territoires d'Outre-Mer. Aujourd'hui, les Outre-Mer ont besoin d'un véritable pacte, engageant à la fois l'État, les collectivités ou institutions locales et les acteurs et actrices privés, contenant des mesures fortes inscrites dans la durée.* »

INFO FLASH

Le Décret relatif à l'exonération de cotisations sociales applicable aux employeurs implantés en outre-mer est paru

L'article 8 du PLFSS (loi de financement de la sécurité sociale) pour 2019 a modifié les barèmes des différentes formes de l'exonération applicable aux employeurs implantés en outre-mer. Le décret détaille les modalités de calcul, notamment les formules applicables sur les plages de dégressivité, de ces exonérations. Par ailleurs, le décret précise les modalités d'éligibilité des employeurs au régime d'exonération d'innovation et de croissance créé par cet article.

Nous reviendrons plus longuement sur ce décret dans la prochaine LH mais on peut d'ores et déjà relever que c'est bien la notion d'établissement et non d'entreprise qui est retenue.

Pour les employeurs dont l'activité relève du domaine des technologies de l'information et de la communication, seuls les salariés principalement employés à la réalisation de projets innovants ouvrent droit aux exonérations de charges renforcées. Les salariés affectés aux tâches administratives, financières, logistiques et de ressources humaines n'ouvrent pas droit à l'exonération.

Deux autres conditions cumulatives doivent être remplies : d'une part les projets innovants s'entendent des projets ayant pour but l'introduction d'un bien, d'un service, d'une méthode de production ou de distribution nouveaux ou sensiblement améliorés sur le plan de ses caractéristiques ou de l'usage auquel il est destiné et d'autre part ces projets doivent être réalisés dans les domaines d'activité suivants : télécommunication ; informatique, dont notamment programmation, conseil en systèmes et logiciels, tierce maintenance de systèmes et d'applications, gestion d'installations, traitement de données, hébergement et activités connexes ; édition de portails internet et de logiciels ; infographie, notamment conception de contenus visuels numériques ; conception d'objets connectés.

On observe que la production d'images numériques, un temps supprimée, est finalement maintenue ce qui soulagera les professionnels de ce secteur, notamment à La Réunion.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038235053&dateTexte=&categorieLien=id>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Les députées Huguette Bello et Ramlati Ali appellent à politique de différenciation pour les Outre-mer dans la nouvelle loi Santé

En amont de l'examen du projet de loi sur l'organisation et la transformation du système de santé, les députées **Huguette Bello** (La Réunion) et **Ramlati Ali** (Mayotte) ont mis en exergue plusieurs problématiques qui pâtissent en Outre-mer en matière de santé ; il faudrait notamment agir sur 5 points: renforcer la prévention, le déficit du nombre de lits d'hôpitaux, la question de la formation des étudiants, le financement des hôpitaux par le coefficient géographique et la sous-dotation de moyens et de prise en charge de la psychiatrie en Outre-mer et plus particulièrement dans l'Océan indien.

<http://outremers360.com/societe/sante-en-outre-mer-les-deputees-huguette-bello-et-ramlati-ali-appellent-a-politique-de-differenciation-pour-les-outre-mer-dans-la-nouvelle-loi-sante/>

La députée **Éricka Bareigts** a, pour sa part, proposé que les certificats de décès puissent être délivrés par d'autres personnels de santé, en plus des médecins.

Au tour de l'Assemblée nationale d'examiner le toilettage du statut de la Polynésie Française

Après avoir été adopté par le Sénat, le projet de loi était examiné mardi 12 mars par la commission des lois de l'Assemblée nationale. La discussion a tourné autour de l'article 1, qui reconnaît la « contribution » de la Polynésie dans la constitution de la force de dissuasion nucléaire française.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/au-tour-assemblee-nationale-examiner-toilettage-du-statut-689048.html>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Mesures fiscales pour l'Outre-mer

La loi de finances pour 2019 contient des mesures en faveur du logement et de la construction en Outre-mer. Toutefois ces dispositions sont susceptibles d'être prochainement modifiées. En effet, dans les prochains mois, **Annick Girardin**, ministre des Outre-mer et **Julien Denormandie**, ministre chargé de la Ville et du Logement rendront public le nouveau plan logement Outre-mer 2019-2022. Le contexte particulier de ces territoires, où 80 % des ménages sont éligibles aux minima sociaux, implique un nouveau souffle a déclaré **Annick Girardin** lors de la conférence logement Outre-mer lancée le 31 janvier 2019.

<https://www.lemoniteur.fr/article/mesures-fiscales-pour-l-outre-mer.2025960>

Grand débat national : quelles propositions pour l'Outre-mer ?

L'Outre-mer n'a pas mobilisé beaucoup de citoyens pour le Grand débat national. Que ce soit en nombre de contributions (200 sur 1 million) en ligne ou de réunions organisées localement, le taux de participation est beaucoup plus faible que dans le reste de la France. La1ere.fr fait le point parmi les propositions au Grand débat national concernant les Outre-mer :

<https://la1ere.francetvinfo.fr/grand-debat-national-quelles-propositions-outre-mer-688616.html>

Lire les propositions concernant la Guyane : <https://www.franceguyane.fr/regions/guyane/grand-debat-national-les-premieres-propositions-guyanaises-437869.php>

Déplacement de la Ministre des Outre-mer à la Réunion

La ministre des Outre-mer **Annick Girardin** se rendra du 17 au 19 mars à La Réunion pour faire le point des engagements pris en novembre-décembre pour répondre à la crise des « gilets jaunes » dans le département. Elle sera vraisemblablement accompagnée dans son déplacement par **Christelle Dubos**, Secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé, **Olivier Noblecourt**, et **Francis Amand**, Délégué à la concurrence outre-mer.

Rappelons quelques mesures phares alors annoncées :

- intégration d'une cinquantaine de citoyens au sein de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) de La Réunion
- nomination d'un délégué à la concurrence outre-mer
- mise en place d'un « compteur emploi », pour rendre compte des emplois créés grâce aux aides économiques accordées aux entreprises
- baisse immédiate du prix du panier moyen réunionnais, création d'un « panier Péri »

Pour en savoir plus : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/gilets-jaunes-annick-girardin-a-la-reunion-pour-un-bilan-20190312>

Consulter son programme prévisionnel : <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/03/13/annick-girardin-programme-annick-girardin-programme,99066.html>

Edouard Philippe en Guyane les 23 et 24 mars

Edouard Philippe, le Premier ministre, devrait se déplacer en Guyane les 23 et 24 mars prochain. Deux ans après le mouvement social qui avait bloqué la région, il abordera les questions de développement du territoire.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/edouard-philippe-guyane-23-24-mars-688054.html>

Bilan du déplacement d'Annick Girardin à Wallis et Futuna

La ministre des outre-mer revient sur les 5 jours qu'elle a passés à Wallis et Futuna. A travers 3 grandes thématiques : les monopoles, le rattrapage économique et la réforme statutaire. Au territoire de monter des projets, l'Etat les accompagnera.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/wallisfutuna/entretien-annick-girardin-etat-accompagnera-projets-du-territoire-687618.html>

Lire le discours de **David Vergé**, Président de l'Assemblée Territoriale de Wallis-et-Futuna cite la FEDOM <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/03/Discours-accueil-Ministre-GIRARDIN-VERGE.pdf>

Antilles : appel à projet dans le cadre du Plan de prévention et de lutte contre les sargasses

Dans le cadre du Plan national de prévention et de lutte contre les sargasses, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a chargé l'Agence nationale de la recherche (ANR) de lancer un appel à projets conjoint avec l'ADEME, les collectivités territoriales de Guadeloupe, Martinique et Guyane ainsi que les agences brésiliennes FAPESP et FACEPE, pour améliorer les connaissances et apporter des solutions à l'échouage des algues sargasses.

<https://pole-mer-bretagne-atlantique.com/fr/actualites/2277-des-projets-r-d-et-innovation-sur-les-echouages-d-algues-sargasses-lors-d-un-bluetech>

DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Europe en sommet à Papeete

Organisé alternativement à Bruxelles ou dans un PTOM, le 17^{ème} Forum annuel Union européenne - Pays et Territoires d'outre-mer (UE-PTOM) s'est tenu cette année à Papeete, vendredi 1^{er} mars. Instance de dialogue politique au plus haut niveau entre les autorités des PTOM, les représentants des états membres dont ils relèvent et les institutions européennes, cet évènement annuel est traditionnellement précédé de rencontres toutes aussi importantes. Ainsi, dès le mardi 26 février, le vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a participé à une rencontre État-PTOM français présidée par le directeur général aux Outre-mer. Un point d'étape sur l'avenir de la coopération UE-PTOM était à l'ordre du jour. Retrouvez le bilan de ces travaux en cliquant ici :

<https://gouv.nc/actualites/15-03-2019/leurope-en-sommet-papeete>

RAPPORTS, ÉTUDES ET AVIS

Impacts de la crise des "Gilets jaunes": l'IEDOM publie une étude

L'IEDOM a interrogé les chefs d'entreprise sur l'impact de cette crise : chiffre d'affaires, trésorerie, difficultés financières, mesures mises en place, etc. Cette note de conjoncture apporte ainsi une vision inédite des conséquences économiques de la crise des Gilets jaunes.

https://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances_conjoncturelles_gilets_jaunes_la_reunion_4t2018.pdf

Commentaire FEDOM : Cette étude montre que l'impact de cette crise a été très important pour l'ensemble des secteurs; mais le secteur du tourisme semble avoir été particulièrement impacté. En effet, après trois années consécutives de hausse, la fréquentation de l'ensemble des hôtels réunionnais recule de 1 % par rapport à 2017, indique l'Insee dans sa publication sur la fréquentation hôtelière à La Réunion en 2018. 1 196 100 nuitées ont été comptabilisées, contre 1 208 500 l'année précédente. Un recul qui s'explique en grande partie par les mouvements sociaux dits "Gilets jaunes" de fin de l'année qui ont entraîné des annulations de réservations.

Pour en savoir plus sur les conséquences accusées par l'économie réunionnaise, où 85% des TPE ont été impactées, cliquez ici : <https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/crise-gilets-jaunes-tpe-accusent-coup-689288.html>

Outre-mer: les écarts de tarifs bancaires se réduisent, la concurrence reste à améliorer dans le Pacifique

La disparité des tarifs bancaires entre métropole et outre-mer s'est atténuée en cinq ans mais, dans les collectivités du Pacifique, un accès à internet généralisé et meilleur marché favoriserait la concurrence bancaire, selon un rapport du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) publié mercredi 13 mars. Lire le rapport : <https://www.ccsfin.fr/sites/default/files/medias/documents/rapport-final-dom-com-web-2019-03-12.pdf>

Le CESE présente son avis « *Fractures et transitions: réconcilier la France* »

Le CESE a présenté mardi 12 mars son projet d'avis - publié le lendemain - en présence du Premier ministre **Edouard Philippe**, de la Garde des Sceaux **Nicole Belloubet**, du ministre des Collectivités Territoriales **Sébastien Lecornu** et des garants du « Grand Débat ». C'est le résultat de trois mois de travaux dégagant des pistes et des propositions de réponses à la crise des gilets jaunes. Après un état des lieux, l'avis propose l'élaboration d'un pacte productif, social et écologique et présente 20 préconisations qui touchent tant au contenu des décisions (Que faire ?) qu'à la manière d'y associer les citoyennes et citoyens (Comment le faire ?).

Lire l'avis : https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2019/2019_06_fractures_transitions.pdf
En savoir plus : <https://www.lecese.fr/content/fractures-et-transitions-comment-reconcilier-la-france>

Parité homme-femme en politique : la Guadeloupe est "un modèle", selon l'Insee

Une étude de l'Insee parue lors de la journée internationale du droit des femmes, montre que la Guadeloupe est "un modèle de parité" en terme d'égalité homme-femme, notamment en politique. La féminisation des élus y est plus élevée que dans le reste de la France.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/parite-homme-femme-politique-guadeloupe-est-modele-insee-688050.html>

Il y a quelques mois, l'Insee a également publié une étude sur les disparités salariales entre les hommes et les femmes : notons également la situation en Guadeloupe où les inégalités sont parmi les plus faibles des régions françaises. <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/guadeloupe-plutot-bonne-eleve-lutte-contre-disparites-salariales-687786.html>

Ralentissement de l'économie de Wallis et Futuna en 2018

2018 a été une mauvaise année pour l'économie du Territoire. C'est ce que démontre la dernière note de conjoncture réalisée par l'IEOM pour le dernier trimestre 2018. Une baisse du développement après la très bonne année 2017, riche en investissements notamment.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/wallisfutuna/ralentissement-economie-wallis-futuna-2018-689134.html>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITÉS

Un plan pour moderniser le système de santé en Guadeloupe

Les acteurs de la filière santé en Guadeloupe étaient tous réunis lundi 11 mars à Bisdary Gourbeyre. Une réunion à l'initiative de la directrice de l'Agence Régionale de Santé, **Valérie Denux**, qui avait un double objectif. Installer le COREPAS et présenter le grand Plan de Modernisation de la Santé en Guadeloupe. D'ici 2023, la Guadeloupe doit être dotée d'un système de santé performant répondant aux attentes de la population mais aussi des acteurs de la santé.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/plan-moderniser-systeme-sante-guadeloupe-688966.html>

Polynésie Française : livres et vins conventionnés moins chers à partir d'avril

Les livres seront exonérés de TVA à compter du 1^{er} avril. Il en sera de même pour les vins et les champagnes destinés à la commercialisation dans les hôtels et les restaurants. Ces mesures proposées par le conseil des ministres cette semaine ont deux objectifs. Encourager la diffusion de la culture en plaçant les livres à la portée du plus grand nombre et proposer des tarifs plus attractifs dans les lieux de restauration conventionnés.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/livres-vins-conventionnes-moins-chers-partir-avril-689940.html>

La Guadeloupe fait son entrée ce jeudi dans l'OECO, l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale

Le président de Région a signé le contrat d'adhésion le 14 mars en présence des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation. C'est l'aboutissement de plusieurs années de négociation. L'archipel de Guadeloupe devient ainsi le 11^{ème} membre de l'OECO (et le 4^{ème} membre associé, comme la Martinique depuis 2015). Cette adhésion renforcera les actions de coopération avec la Caraïbe, et en particulier avec les îles adhérentes à l'OECO. La Région Guadeloupe a ciblé huit domaines de coopération, soutenus par ailleurs par le programme de coopération territoriale européen Interreg Caraïbe. Cliquer ici, pour les découvrir : <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/guadeloupe-fait-son-entree-ce-jeudi-oeco-organisation-etats-caraibe-orientale-689780.html>

Bouclier Qualité Prix : 77 produits pour 193 euros à Mayotte

La nouvelle liste du Bouclier Qualité Prix propose des évolutions. **Yves-Marie Renaud**, Secrétaire Général aux Affaires régionales, assure que le dispositif a été « *redynamisé pour améliorer l'offre et tenir compte de la disponibilité des produits* », alors que le panier moyen à Mayotte coûte 73% plus cher que la moyenne nationale pour les consommateurs. Pour la première fois, une association de consommateurs, celle de la CFDT, a été intégré aux débats et « *ira assurer le contrôle dans les rayons avec la Dieccte.* »

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/03/13/bouclier-qualite-prix-77-produits-pour-193-euros-a-mayotte/>

Signature d'une convention entre la Région Réunion, l'Etat et l'Agence Française de Biodiversité

Une convention de partenariat a été signée ce jeudi 14 mars 2019 entre la Région Réunion, l'Etat et l'Agence Française pour la Biodiversité. Elle fixe les modalités d'intervention et de coopération pour la démarche de préfiguration, de définition et de mise en place d'une Agence Régionale de la Biodiversité à La Réunion. Elle fixe aussi le rôle de chacun.

https://www.zinfos974.com/Signature-d-une-convention-entre-la-Region-l-Etat-et-l-Agence-Francaise-de-Biodiversite_a138367.html

VIE DE LA FEDOM

Semaine du 11.03.2019

- Du 9 au 18 mars : mission du Directeur des affaires économiques et fiscales, **Laurent Renouf** et de la chargée de mission, **Justine Bertheau** en Guyane
- Le 12.03.2019 : Participation aux 100 ans de la BRED
- Le 14.03.2019 : Participation à l'atelier Croisière organisé par le Comité France Maritime
- Le 14.03.2019 : Séance de travail avec le Délégué à la concurrence en Outre-mer, M. Francis AMAND

Agenda prévisionnel

- Mission du Directeur du Développement et de la Prospective, **Françoise De Palmas**, à La Réunion du 18 au 29 mars.
- L'Assemblée Générale de la FEDOM se tiendra le 15 mai 2019 à Paris.

La FEDOM sollicite le Président de la République sur le thème de l'emploi

Le Président de la FEDOM, **Jean-Pierre Philibert**, et l'ensemble des organisations socioprofessionnelles membres de la FEDOM, ont adressé un courrier au Président de la République, **Emmanuel Macron**, afin de solliciter une audience sur le thème (ou le problème) de l'emploi durable en Outre-mer dans le cadre du grand débat.

Lire la lettre en format pdf : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/03/Courrier-du-14.03.2019-Elys%C3%A9e-Lettre-au-Pr%C3%A9sident.pdf>

LA FEDOM DANS LA PRESSE

La FEDOM et LADOM, ensemble pour favoriser l'emploi des jeunes ultramarins (Zinfos974, le 28.02.2019)

La FEDOM et LADOM renouvellent leur partenariat : https://www.zinfos974.com/La-FEDOM-et-LADOM-ensemble-pour-favoriser-l-emploi-des-jeunes-ultramarins_a137805.html

Fiscalité, social, zones franches : du nouveau pour les entreprises d'outre-mer (Outremer,le Mag, le 28.02.2019)

<http://outremerlemag.fr/olm-economie/item/1468-fiscalite-social-zones-franches-du-nouveau-pour-entreprises-d-outre-mer>

VIE DES ADHÉRENTS

CPME Réunion : Eric Leung est le nouveau président

Eric Leung a été élu président de la CPME Réunion par les membres du Conseil d'administration de l'organisation patronale réunis au Port ce mercredi 13 mars 2019. **Eric Leung** succède ainsi à **Dominique Vienne**, dont le mandat avait débuté en juin 2010.

<https://www.linfo.re/la-reunion/societe/cpme-reunion-eric-leung-est-le-nouveau-president>

Le Grand port maritime de La Réunion a son nouveau président

Eric Legrigeois a été nommé président du directoire du Grand Port maritime de La Réunion. Il a pris ses fonctions ce mercredi 13 mars 2019. Cet ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts succède ainsi à **Jean-Frédéric Laurent** qui va diriger le Grand port maritime de Bordeaux. **Eric Legrigeois**, 57 ans, a occupé depuis 2014 la fonction de directeur adjoint de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Avant cela il avait été pendant 5 ans directeur de la DEAL de Martinique.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/03/14/grand-port-maritime-nomination-du-president-du-directoire-du-gpmdlr.99070.html>

Pour Suez, les sargasses constituent une opportunité

Suez représente un acteur majeur de la lutte contre les sargasses, qu'il exploite en compost ou en biogaz, éliminant ainsi une partie des algues, dans un contexte de saturation des sites d'épandage. Son site Sita Verde a commencé ses expériences dès 2011 et maîtrise désormais le processus d'intégration des sargasses au compost.

« Nous en utilisons de 900 à 1 000 tonnes par mois, en coproduction avec d'autres ingrédients. » explique le Directeur général délégué de Suez en Guadeloupe, **Stéphane Dupuy** au préfet de Guadeloupe, **Philippe Gustin**, et aux membres de la mission sargasses venus à la rencontre du Groupe début mars. Les algues fraîches, riches en azote, sont vouées au composte tandis que celles qui ont séjourné trop longtemps sur le sable ou la côte, sont enfouies : le gaz issu de la décomposition est capté et valorisé via une unité de transformation en électricité à Sainte-Rose. Deux solutions qui ont l'avantage d'être pérennes.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/environnement/pour-suez-les-sargasses-constituent-une-opportunite-528611.php>

Évolutions règlementaires : la CCI Mayotte et le Medef Mayotte informent leurs adhérents

Grosses ou petites, entreprises et associations sont nombreuses à errer dans la jungle des nouveautés de cette année 2019. Une matinale d'information leur était proposé ce vendredi par le Medef Mayotte et la CCI.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/03/11/on-se-retrouve-seul-face-a-nos-salaries-il-faut-nous-accompagner/>

Contact-Entreprise lance les ateliers de Saint-Pierre

Après les ateliers de la mer, les ateliers du Rhum et de la Canne et les ateliers du BTP, Contact-entreprise lance avec la ville de Saint-Pierre, les Ateliers de St-Pierre afin de poursuivre les projets d'Arts et d'Histoire et de créer un véritable pôle touristique de la Martinique. Quatre ateliers thématiques, gratuits et ouverts à tous, se dérouleront les 28 et 29 mars 2019. Participez d'ores et déjà à une enquête en ligne sur le site de contact-entreprise : « *Et si Saint-Pierre était l'atout touristique majeur de la Martinique ?* » : <http://www.contact-entreprises.com/conference-de-presse-les-ateliers-de-saint-pierre/> Ecoutez **Lucie Manuel**, présidente de Contact-Entreprise, au micro de RCI :

<https://caraibe.orange.fr/info-mag/actualites/contact-entreprise-lance-les-ateliers-de-saint-pierre>

*Commentaire FEDOM : La FEDOM sera représentée par son président de la commission économique, **Guillaume Gallet**, dans l'atelier 4, qui plaidera pour l'émergence d'un "tourisme de sens", valorisant le patrimoine écologique, gastronomique, historique et culturel ultramarin. La FEDOM soutient l'idée qu'il est indispensable d'adapter le mécénat d'entreprise à nos territoires pour assurer la préservation et la promotion du patrimoine. La FEDOM a défendu en ce sens deux amendements lors des débats du PLF*

pour 2019, sans succès à ce stade mais qui seront repris avec les parlementaires, y compris non ultramarins, en espérant aboutir rapidement.

La préservation du littoral et l'aquaponie à l'honneur

EDF Guadeloupe a primé, hier soir, deux associations guadeloupéennes, Yon a Lot et Aquaponie antilles, pour des projets menés à Saint-Martin, sur la protection du littoral et sur un projet aquaponique qui s'installera dans le quartier de Lauricisque.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/societe/la-preservation-du-littoral-et-l-aquaponie-a-l-honneur-528826.php>

La BRED a fêté ses 100 ans

La BRED a fêté ses 100 ans mardi 12 mars au Grand Palais en présence de nombreuses personnalités du monde politique et économique. L'occasion pour le Président **Steve GENTILI** et le Directeur Général **Olivier KLEIN** de faire un focus sur l'engagement et la présence de la BRED sur les territoires d'outre-mer, mais aussi de rappeler l'importance de l'humain dans leur philosophie et leur stratégie, à l'heure du « tout digital ». La FEDOM souhaite un joyeux anniversaire à cet adhérent historique et fidèle.

VIE DES PARTENAIRES

Synthèse du colloque de l'ODEADOM sur la sécurité alimentaire en Outre-mer

Le 26 février dernier, l'ODEADOM organisait à l'occasion du Salon de l'Agriculture un colloque « *Comment conforter et renforcer la sécurité alimentaire des territoires ultramarins ?* » ouvert par son Directeur, **Hervé Deperrois** et introduit par la Ministre des Outre-mer, **Annick Girardin**. Les intervenants ont abordé l'expansion de cette demande : du rôle des collectivités locales aux attentes des consommateurs, ils ont souligné des besoins inégalement couverts par la production locale malgré la structuration de l'offre. La Réunion a illustré le dynamisme de sa filière animale, tandis que l'exemple martiniquais éclairait le point de vue des agro-industriels avec un objectif commun : sécuriser les relations entre producteurs et grande distribution.

Retrouvez la synthèse des interventions et des échanges en vidéo : <https://vimeo.com/322252374>
<https://vimeo.com/322253553>

Visite du Général Thierry de Ladoucette, commandant le SMA en Polynésie

Le général **Thierry de Ladoucette**, commandant le SMA s'est rendu en Polynésie française du 9 au 18 mars, pour rencontrer les cadres, les volontaires et les partenaires du Régiment.

Il s'agissait pour le commandant du Service Militaire Adapté d'échanger avec les forces sur le terrain, de mieux envisager les enjeux en cours et de faire le point en matière de formation professionnelle sur les différentes conventions conclues.

<http://outremers360.com/societe/visite-du-general-thierry-de-ladoucette-commandant-le-sma-en-polynesie/>

BRÈVES

L'AFD avance 7 millions d'euros à Mamoudzou pour ses projets

Plateaux sportifs, écoles, éclairage public, autant de projets communaux que le prêt de l'Agence française de développement va permettre de réaliser à Mamoudzou.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/03/15/lafd-avance-7-millions-deuros-a-mamoudzou-pour-ses-projets/>

Wi Hâche Oua Tom : une centrale solaire "dernière génération"

Wi Hâche signifie « rayon de soleil » en Tîrî, la langue kanak de Oua Tom. Cette centrale solaire installée à la Foa est la première et la plus grande unité de production d'énergie photovoltaïque avec stockage construite à ce jour en Nouvelle-Calédonie.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/province-sud/la-foa/wi-hache-ouatom-centrale-solaire-derniere-generation-689152.html>

APL accession : 363 dossiers en attente, "rien ne sort de terre" selon la confédération du logement

Les engagements d'**Annick Girardin** concernant les allocations logement accession se font toujours attendre. Malgré la promesse de les rétablir pour les dossiers émis avant 2019, les chantiers ne pourront jamais être réalisés à temps selon la CNL (Confédération nationale du logement). Sans compter les permis de construire caducs et les dossiers nécessitant un nouvel avenant.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/03/14/constructions-toujours-en-attente-logement-apl-accession,99111.htm>

Energies renouvelables : Albioma Caraïbes va investir 68 millions d'euros pour la conversion en biomasse

Albioma Le Moule a souscrit pour sa centrale Albioma Caraïbes (34 MW – mise en service en 2011) un nouveau prêt long terme (19 ans) et sans recours sur l'actionnaire de 68 millions d'euros, en complément de la dette existante.

<http://outremers360.com/economie/energies-renouvelables-albioma-caraibes-va-investir-68-millions-deuros-pour-la-conversion-en-biomasse/>

Desserte aérienne: Roland Garros (La Réunion) 1^{er} aéroport d'Outre-Mer et une croissance de +5,44% en janvier 2019 pour l'aéroport de Martinique Aimé Césaire

L'aéroport de La Réunion Roland Garros est devenu le premier aéroport d'Outre-Mer en 2018, selon les chiffres publiés jeudi 14 mars 2019 par l'Union des Aéroports Français (UAF). L'aéroport Martinique-Aimé Césaire figure en troisième position du classement ultra-marin, avec 1 978 356 passagers et affiche une croissance de +5,44% en janvier 2019 soit une hausse de 5,44% par rapport à la même période en 2018.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/03/15/il-a-accueilli-2-473-842-passagers-l-ae-769-roport-roland-garros-premier-ae-769-roport-d-outre-mer-et-onzie-768-me-franc-807-ais-en-2018,99182.html>

La Polynésie élue meilleure destination de luxe dans le Pacifique

Lors d'un vote organisé par le plus grand groupe média spécialisé dans les voyages, la Polynésie s'est illustrée comme étant la meilleure destination de luxe et la meilleure destination de lune de miel en

Océanie-Pacifique Sud. Le bateau de croisière Paul Gauguin a également reçu deux prix, dans des catégories très courues

https://www.tahiti-infos.com/La-Polynesie-elue-meilleure-destination-de-luxe-dans-le-Pacifique_a179808.html

FOCUS SUR L'ÉCONOMIE BLEUE

Semaine de l'emploi maritime en Outre-mer

- **A La Réunion, le Grand Port Maritime, moteur de la filière :**
<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/semaine-emploi-maritime-grand-port-maritime-moteur-filiere-688596.html>
- **Semaine de l'emploi maritime au Port à La Réunion**
<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/03/11/du-11-au-16-mars-semaine-de-l-emploi-maritime.98951.html>
- **Un forum pour découvrir les métiers de la mer à Saint-Martin**
<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/28084/emploi/un-forum-pour-d%C3%A9couvrir-les-m%C3%A9tiers-de-la-mer>
- **L'emploi maritime: près de 200 métiers possibles en Guadeloupe :**
<https://www.rci.fm/infos/economie/lemploi-maritime-pres-de-200-metiers-possibles-en-guadeloupe>

Pêche en Guyane : les métiers de la mer en crise structurelle

La filière maritime et notamment celle de la pêche connaît des difficultés importantes pour recruter du personnel. Un manque d'attractivité que ni les autorités ni les professionnels n'ont pu endiguer, malgré plusieurs initiatives, le secteur peine à se développer.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/peche-metiers-mer-crise-structurelle-689734.html>

La Polynésie et Monaco partenaires pour développer le yachting de luxe

Le Cluster superyacht de Tahiti Tourisme et le Cluster yachting de Monaco se sont engagés dans une convention de partenariat, signée mardi 5 mars, afin de développer le yachting de luxe en Polynésie française.

<http://outremers360.com/economie/tourisme-outre-mer-la-polynesie-et-monaco-partenaires-pour-developper-le-yachting-de-luxe/>

Créer une aire marine protégée aux Australes créerait 70 emplois

Une étude d'impact économique sur le projet d'aire marine protégée des Australes vient d'être publiée. Elle a été réalisée par un économiste spécialiste de l'économie bleue, **Nicolas Pascal**. Sa principale conclusion : les pertes liées à la fermeture de zones de pêches aux Australes seront très rapidement compensées par une hausse du tourisme, au point de rapporter 250 millions de francs nets par an à la Polynésie au bout de cinq ans.

https://www.tahiti-infos.com/Creer-une-aire-marine-protgee-aux-Australes-creerait-70-emplois_a179734.html

JOURNAL OFFICIEL

JO du 12 mars 2019

Décision n° 2019-40 du 27 février 2019 fixant la liste des candidats dont le dossier est recevable dans le cadre de l'appel aux candidatures lancé dans les collectivités territoriales de **Guyane et de Martinique** et dans le département de la **Guadeloupe**

JO du 13 mars 2019

Arrêté du 11 mars 2019 portant cessation de fonctions du chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en **Polynésie française**

JO du 15 mars 2019

Décision du 7 mars 2019 relative à l'adoption du projet régional de santé 2018-2028 de l'agence régionale de santé de l'**océan Indien**

Arrêté du 7 mars 2019 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public foncier et d'aménagement de la **Guyane** (EPFAG)

JO du 16 Mars 2019

Arrêté du 14 mars 2019 portant modification des arrêtés du 29 octobre 2009 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de paiement, du 29 juillet 2009 relatif aux relations entre les prestataires de services de paiement et leurs clients en matière d'obligations d'information des utilisateurs de services de paiement et précisant les principales stipulations devant figurer dans les conventions de compte de dépôt et les contrats-cadres de services de paiement, du 2 mai 2013 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de monnaie électronique et du 20 mai 2015 portant réglementation prudentielle et comptable en matière bancaire et financière en **Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna**

Avis de vacance d'un emploi de directeur régional ou de directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (**Guyane**)

JO du 17 Mars 2019

Décret n° 2019-199 du 15 mars 2019 relatif à l'exonération de cotisations sociales applicable aux employeurs implantés en outre-mer

Décret n° 2019-197 du 15 mars 2019 fixant le montant minimum de la garantie financière des entreprises de travail temporaire à **Mayotte**

Arrêté du 12 mars 2019 fixant au titre de l'année 2019 le nombre d'emplois à pourvoir aux premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles et par listes d'aptitude pour l'intégration d'instituteurs dans le corps des professeurs des écoles (y compris **Mayotte et la Polynésie française**)

Arrêté du 12 mars 2019 portant répartition entre les départements, la **Polynésie française et Mayotte** des emplois à pourvoir aux premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles pour l'année 2019

Arrêté du 12 mars 2019 portant répartition entre les départements, la **Polynésie française et Mayotte** des emplois ouverts en 2019 pour l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles par la voie de l'inscription sur des listes d'aptitude

Décision du 15 mars 2019 fixant le nombre de postes offerts, au titre de l'année 2019, à l'examen professionnalisé réservé aux agents non titulaires pour l'accès au grade de techniciens supérieurs de la météorologie de première classe sur le territoire des îles **Wallis et Futuna**

Arrêté du 14 mars 2019 portant nomination d'un membre du conseil consultatif des **Terres australes et antarctiques françaises**

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL

Décision n° 2019-RM-05 du 6 février 2019 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la société Radio FG OI pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé RDJ **Mayotte** (Radio DJ Mayotte)